

---

Monseigneur Tutu peut sans doute supporter la rebuffade du président Botha. Nelson Mandela et Allan Boesak peuvent peut-être aussi supporter leur emprisonnement. Mais l'Afrique du Sud pourra-t-elle en supporter les conséquences ? Il est clair qu'une collectivité en Afrique du Sud commence à en douter, celle des gens d'affaires.

Ébranlés dans leur confiance, les gens d'affaires et les investisseurs à l'intérieur et en dehors de l'Afrique du Sud ont été à l'origine d'une vague de désinvestissement qui, même si elle n'était pas suscitée par les gouvernements, reflétait sûrement à la fois la situation sur place en Afrique du Sud et les signaux envoyés par de nombreux gouvernements.

Si certains entrepreneurs sud-africains ont, pendant trop longtemps, appuyé l'*apartheid*, on ne saurait exagérer aujourd'hui les conséquences de leur nouvelle attitude.

Le Canada a contribué de manière importante à amener les gens d'affaires sud-africains à prendre conscience de ces nouvelles réalités. Les divers gouvernements qui se sont succédé ont toujours eu comme politique de s'opposer à l'*apartheid*.

Plus récemment, à Baie-Comeau, le 6 juillet, j'ai fait une déclaration de principes au nom du gouvernement du Canada. Nous inspirant non pas de notre propre rectitude, mais de la solidarité humaine, nous avons pris dix nouvelles mesures, dont certaines de nature économique, pour bien marquer notre opposition à l'*apartheid*, ainsi que deux autres destinées à favoriser un changement pacifique.

Nous avons mis fin, pour ce qui concerne l'Afrique du Sud, au Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) et aux polices d'assurance globale accordées par la Société pour l'expansion des exportations. Nous avons de la sorte respecté les engagements du précédent gouvernement, et cessé tout appui public au commerce et aux investissements en Afrique du Sud. Ces deux mesures constituaient des avertissements très clairs.

Nous avons resserré l'application de l'embargo sur les armes décrété par les Nations Unies, tout en l'élargissant de manière à y inclure une plus vaste gamme de produits de pointe, notamment des ordinateurs. Nous avons en outre été le seul gouvernement à annoncer l'abrogation de nos accords de double imposition.

Nous avons attiré l'attention des Canadiens sur la résolution du Conseil de sécurité interdisant la vente du *Kruggerand*. Nous avons bien fait d'espérer que les gens qui vendent ces pièces d'or au Canada tiendraient compte de nos désirs, puisque les ventes ont pratiquement cessé.

Nous avons mis au point des politiques à l'égard des rencontres sportives, des rencontres officielles et de la coopération. Nous avons donné notification de ce que le traitement à façon de l'uranium de la Namibie prendrait fin à l'expiration des contrats en cours, malgré ce qu'il en coûterait.

Nous avons annoncé l'affectation à notre ambassade en Afrique du Sud d'un agent qui sera chargé

---